

Le 15 novembre, 2016

**Colloque « Maximiser le potentiel économique du Québec »
CIRANO-CFFP-ASDEQ**

Par Pierre-Paul Proulx

**LE QUÉBEC : PETITE ÉCONOMIE OUVERTE DANS UN CONTEXTE EN
MUTATION : DÉFIS ET POLITIQUES**

INTRODUCTION ET CONTEXTE

Lenteur de la reprise, diminution des investissements privés, déclin de la productivité, commerce international au ralenti (l'OMC prédit une légère reprise au 4^{ième} trimestre de 2016) entre autres à cause de mesures protectionnistes plus nombreuses, croissance démographique à 0,5 %, poursuite en accéléré de la révolution technologique numérique, réchauffement climatique, métropolisation, voilà des facteurs qui exigent *des politiques pour soutenir et restructurer notre économie afin de déplacer le potentiel économique vers le haut, et ce sans trop compter sur la politique monétaire et les politiques fiscales conventionnelles dont le rôle demeure essentiel.*

LE DÉFI DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le nombre accru et la qualité des réseaux de télécommunication, la numérisation des intrants produits et services, le développement des chaînes de valeur ajoutée, le redéploiement vers l'étranger de certaines productions (il existe un potentiel de *reshoring*), la financiarisation de nos économies et *des flux d'investissement directs provenant de l'étranger et destinés à l'étranger dont certains ne sont que de déplacements de fonds pour fins d'évasion fiscale*, l'utilisation accrue de mesures protectionnistes quoique *CETA représente une occasion intéressante pour nous* dans la mesure où l'entente entre les É.U. et l'Union européenne tarde, la poursuite relative de la croissance en Asie du Pacifique (ralentissement de la Chine et croissance de l'Inde et potentiel du projet Silk Road), déclin du secteur manufacturier, voilà des traits saillants du contexte dans lequel nous devons

poursuivre une politique de développement économique durable au Québec,

Nécessité de *développer et appliquer les innovations dans les produits et services à valeur ajoutée* liées à l'économie numérique, aux produits environnementaux, à l'industrie de la sécurité et aux activités de nos grappes industrielles.

La Stratégie de l'exportation 2016-2020 du Québec avec ses 21 mesures et examen des 17 secteurs, et son « Cap sur les É.U. » est une source d'inspiration intéressante pour favoriser la performance de nos exportations qui sont responsables de 28,6 % des emplois et 46,7 % de notre PIB. *Osons espérer que l'on concentrera les efforts sur les entreprises exportatrices et importatrices de taille moyenne, que l'on ciblera les grandes villes, (on pourrait mandater et habiliter nos grandes villes à faire de la promotion des exportations dans les métropoles étrangères) que l'on favorisera la diversification des destinations étant donné le contexte américain et la lenteur des économies de l'Union européenne.*

LE DÉFI DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Effets positifs et négatifs de la révolution industrielle avec ses nouvelles sources d'énergie, dont le solaire et l'éolien, les nouveaux modes de communication et de transport, d'où *initiatives à prendre dans le stockage de l'énergie les piles, l'hydrogène, les bornes de recharge... et l'économie circulaire.*

LE DÉFI TECHNOLOGIQUE

Les participants à ce colloque connaissent bien les multiples nouveautés de la révolution technologique dont la production 3D et 4D, l'internet des objets, la digitalisation des intrants et produits *d'où nombre de nouvelles activités, mais désindustrialisation et dangers de piratage.*

Parmi les domaines identifiés par nos voisins américains on retrouve la médecine de précision, les recherches sur le cerveau, les technologies éducatives, l'espace et le génie informatique. Le SBA accorde beaucoup d'importance aux grappes industrielles, dont les biosciences, les produits du bois et les appareils aériens volants (drones). Ils ont identifié quatorze grappes

innovatrices dans plusieurs domaines, dont l'agriculture et la sécurité. *Nombre de nos entreprises de taille moyenne ont des expertises dans ces domaines. Est-ce que des ententes de collaboration seraient possibles dans le nouveau contexte américain?*

Selon l'enquête du World Economy Forum dans 9 industries et 15 économies il se produirait *la perte de 5 millions d'emplois* surtout dans les postes administratifs et de bureau et *la création de 2 millions d'emplois* dans les ordinateurs, les mathématiques, l'architecture, l'ingénierie et les analyses de données et les vendeurs spécialisés. *Selon eux 65 % des élèves aux études actuellement occuperont des emplois non existants aujourd'hui d'où le besoin de formation et de diversité des talents.*

Selon S. Broake de l'OCDE ¹ dans une étude portant sur 5 pays de l'OCDE, le changement technologique expliquerait en bonne partie le déclin de la part de la rémunération du travail en % de la valeur ajoutée dans le secteur des affaires. Ces changements *exacerberaient les disparités régionales*, la création d'emploi se faisant surtout où il y a de la main-d'œuvre hautement qualifiée, d'où l'importance de politiques de développement durable visant les régions ainsi que celles favorisant la mobilité de la main-d'œuvre.

Osons espérer que la Stratégie Numérique que l'on nous promet pour le printemps 2017 tiendra compte des nombreux volets interreliés des initiatives dans ce domaine.

La tertiarisation et la métropolisation *soulignent la nécessité de métropoles intelligentes et la pertinence du volet régional et urbain dans les stratégies de développement mondiales, nationales, régionales et locales. Il nous semble indiqué de tenir compte d'une région de 100 km autour des centres-ville dans ces efforts.* Privilégier la coordination des initiatives, entre autres par l'achat de biens et services en commun nous semble indiqué comme l'est d'ailleurs le renouvellement de nos modes de *financement municipal*, sujet à l'ordre du jour couramment.

¹ S. Broake, Some well know facts about digitilisation, deindustrialisation and the future of work, le 20 novembre 22006

ÉLÉMENTS D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE ET INCLUSIVE.

La conception et surtout la mise en œuvre de notre stratégie de développement économique durable et inclusive doit tenir compte, en plus des facteurs évoqués ci-haut :

de la nécessité d'importer pour exporter ; de l'importance de pénétrer les chaînes de production mondiales et régionales déjà très élaborées ; des écarts de revenus grandissant d'où la présence accrue de mouvements populistes qui contestent les élites et le pouvoir politique (Brexit et Trump) ; de la diversification de la destination de nos exportations ; de l'entrepreneuriat, de l'importance des métropoles, de la nécessité de mobiliser les secteurs privé, coopératif, municipal et régional ; et de l'harmonisation des initiatives fédérales provinciales et municipales.

La mise sur pied récente d'un groupe de 27 personnes dont le mandat est de proposer des politiques pour promouvoir le développement du Québec est un élément essentiel quoique incomplet dans cette démarche, *car il est indiqué de maintenir un dialogue soutenu* entre les gouvernements fédéral, provincial, régionaux, métropolitains et locaux, l'entreprise privée, les syndicats et le monde coopératif en vue de l'établissement du diagnostic et des politiques désirables.

CONCLUSION

Restons-en, en conclusion, et sans oublier les propositions évoquées ci-haut, aux suggestions qui nous semblent les plus négligées dans le discours actuel laissant à nos confrères l'analyse de nombreux autres volets d'une stratégie de développement économique durable et inclusive.

Il est indiqué de *favoriser la conception et la production de biens et services à haute valeur ajoutée et leur contenu québécois* (essentiellement la somme des salaires et traitements avant impôt, les revenus nets des entreprises individuelles et autres revenus bruts avant impôt) lequel ne serait *que dans les 50 % dans la fabrication* alors qu'il est près du double de cela dans les services financiers et les assurances, le commerce de gros, l'extraction minière, le transport et l'entreposage.

Il nous semble indiquer de *concentrer nos efforts auprès des entreprises de taille moyenne et celles exposées au commerce international et international*. Évitions

cependant de multiplier le nombre de programmes et la papetterie déjà trop nombreux et onéreuse.

Soutenir et favoriser l'augmentation de notre potentiel économique repose aussi sur *des investissements dans les infrastructures multimodales* pour le transport routier, aérien et maritime des biens des services, des personnes et de l'information afin de favoriser la mise au point de plateformes pour le partage et la connectivité l'échange de connaissances, les achats dont ceux faits par internet i.e. jeux vidéos, services financiers, services de sécurité, ces investissements se faisant a l'aide d'analyse de leurs effets directs, indirects et induits et de leurs effets redistributifs.

Il nous faut poursuivre nos activités visant *l'électrification* de nos activités de transport.

Établir de nouvelles méthodes de financement *de grappes industrielles et réseaux d'entreprises*, dont on se doit de favoriser le développement et le travail en collaboration

Aider aux entreprises et personnes qui subissent les effets négatifs de la libéralisation des échanges et des innovations technologiques. *Le Brexit, l'élection de Donald Trump et les mouvements populistes de plus en plus nombreux soulignent la pertinence de s'intéresser aux disparités de richesse et de revenus qui naissent de la libéralisation des échanges, du changement technologique, du pouvoir monopolistique....*